

Amplifier les voix autochtones

Solutions et défis des membres autochtones de l'UICN en relation avec la crise de la COVID-19

Août 2020



Photo : COICA

Messages clés

- Dans le contexte de la pandémie mondiale de coronavirus, les peuples autochtones expriment des préoccupations urgentes concernant les risques élevés auxquels sont confrontées leurs communautés en matière de santé et d'exposition. Les lacunes existantes quant à l'accès à une infrastructure sanitaire adéquate, à l'eau potable, à la sécurité alimentaire et à la stabilité économique sont des enjeux urgents.
- Les peuples autochtones possèdent une relation intrinsèque avec la nature, qui définit leur identité culturelle et spirituelle et soutient leurs moyens de subsistance. Ces communautés sont des intendantes de la nature et offrent des connaissances autochtones précieuses qui contribuent à la conservation et peuvent fournir une base de solutions visant à renforcer leur résilience face à la pandémie.
- Afin de renforcer leur résilience face à cette pandémie, les communautés mondiales de la conservation et du développement devraient soutenir le travail et les droits des peuples autochtones et valoriser leurs contributions uniques à l'équilibre naturel, à la sécurité alimentaire et à la santé de la planète et de ses habitants.

Les peuples autochtones luttent quotidiennement contre la pandémie de COVID-19, prenant de fortes mesures pour protéger leurs communautés et leurs territoires contre ce virus. Dans le contexte actuel, les exclusions historiques affectant les droits aux services de base et aux infrastructures de santé se sont encore renforcées, faisant des peuples autochtones un élément extrêmement fragile et vulnérable de la société au cours de cette pandémie.

En outre, les tentatives visant à s'appropriier des terres, territoires et ressources traditionnels et à ouvrir des zones à l'exploitation minière et commerciale se poursuivent dans certaines régions. Dans le même temps, les peuples autochtones, grâce à leurs connaissances et expérience en matière de gestion des ressources naturelles, offrent au monde entier des idées, des stratégies et des solutions précieuses pour réduire la propagation de la COVID-19 et renforcer la résilience des communautés et de la nature dans la crise actuelle et au-delà.

Préface

La propagation mondiale de la COVID-19 a considérablement renforcé les modèles existants d'inégalité sociale et de vulnérabilité dans le monde. Les peuples autochtones sont parmi les plus gravement touchés et vulnérables à la pandémie, reflétant des disparités de longue date en matière de services de santé, d'accès à l'économie et de pouvoir politique.

L'UICN reconnaît depuis longtemps que les peuples autochtones jouent un rôle essentiel dans la conservation des terres, des mers et des ressources naturelles dans les régions du monde les plus riches en biodiversité. Les connaissances, les cultures, la gouvernance et les systèmes économiques autochtones contribuent à relever les défis environnementaux les plus pressants auxquels la Terre et l'humanité sont confrontées. En 2016, l'UICN a franchi une étape importante en créant une nouvelle catégorie de membres pour les organisations de peuples autochtones (OPA), dans le but de renforcer la voix et le rôle des peuples autochtones au sein de l'UICN et dans la communauté de la conservation en général.

Afin de rendre plus visible l'impact de la COVID-19 sur leurs terres, territoires et ressources, les OPA Membres de l'UICN, ainsi que le Programme mondial de l'UICN sur la gouvernance et les droits, présentent cette note intitulée *Amplifier les voix autochtones : solutions et défis des membres autochtones de l'UICN en relation avec la crise de la COVID-19*. Grâce à elle, l'UICN et les OPA visent à accroître l'attention mondiale portée à la situation particulière des peuples et communautés autochtones face à la pandémie de COVID-19, ainsi qu'aux solutions qu'ils proposent pour y faire face. À cette fin, les OPA Membres et l'UICN ont rassemblé les informations présentées ici sur la manière dont les OPA font face à la pandémie, ainsi que leurs solutions et leurs propositions d'action future.

L'UICN reconnaît que les peuples autochtones ont fortement contribué à la conservation de la nature. Aujourd'hui, les OPA Membres de l'UICN contribuent de manière significative à notre Union et à notre travail dans le monde entier. À l'UICN, nous reconnaissons également que si nous voulons avoir une planète en bonne santé pour les générations futures, nous devons continuer à soutenir la santé et les rôles vitaux d'intendance que jouent les peuples autochtones. Afin de renforcer leur résilience face à cette pandémie, les communautés mondiales de la conservation et du développement devraient soutenir le travail et les droits des peuples autochtones et valoriser leurs contributions uniques à l'équilibre naturel, à la sécurité alimentaire et à la santé de la planète et de ses habitants. Ce soutien devrait répondre aux besoins urgents auxquels les femmes, les hommes, les enfants et les jeunes autochtones sont confrontés du fait de la pandémie, ainsi qu'aux propositions autochtones concernant la résilience à long terme de leurs cultures, de leurs moyens de subsistance et de leur environnement.



Jenny Springer

Directrice, Programme mondial sur la gouvernance et les droits, UICN



Ramiro Batzin

Directeur, SOTZ'IL
Conseiller de l'UICN

Adhésion des Organisations de peuples autochtones à l'UICN

L'UICN travaille depuis longtemps avec les peuples autochtones, à la fois dans le but de promouvoir la reconnaissance de leurs droits au niveau politique et afin d'engager et soutenir les peuples autochtones dans l'utilisation, la gestion et la conservation de leurs terres, territoires et ressources.

Lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN de 2016, l'Assemblée des Membres de l'UICN a adopté une décision historique concernant les peuples autochtones et la conservation. Les Membres ont voté pour la création d'une nouvelle catégorie de membres de l'UICN pour les Organisations de peuples autochtones (OPA), renforçant ainsi la reconnaissance de leurs droits, de leur participation, de leur voix et de leur rôle au sein de l'UICN. Cette nouvelle catégorie constituait la première réforme que l'UICN apportait à sa structure de membres en 70 ans d'histoire, et elle l'a fait pour reconnaître la situation et le rôle spécifiques des OPA.

L'intégration des OPA dans la composition de l'UICN leur permet de jouer un rôle important pour mobiliser et faciliter la participation autochtone à la prise de décisions en matière d'environnement et de jouer un rôle essentiel dans la gouvernance de l'UICN en tant qu'Union. Actuellement, l'UICN compte 23 [Membres dans la catégorie OPA](#), originaires de différentes régions du monde. En tant que groupe distinct et mobilisé au sein de l'UICN, les OPA Membres disposent d'une stratégie autodéterminée identifiant des priorités communes visant à faire progresser les droits et questions autochtones en matière de conservation, ainsi qu'au sein de l'UICN.

Ce document a été préparé par les Organisation de peuples autochtones Membres de l'UICN avec le soutien du Programme mondial de l'UICN sur la gouvernance et les droits (GPGR, selon ses sigles en anglais).

Les contributeurs issus d'organisations Membres comprennent : Dolores Cabnal, Esteban Dudenhoefer (Asociación Ak' Tenamit), Osvaldo Munguía (Agencia para el Desarrollo de la Mosquitia), Francisco Xanté Lobos (Asociación de Desarrollo Productivo y de Servicios TIKONEL), Ramiro Batzin, Yeshing Upun (Asociación SOTZ'IL), Hla Shing Nue (Bolipara Nari Kalyan Somity), Juan Carlos Jintiach (Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica), Huihui Kanahale-Mossman (Edith Kanakaole Foundation), Tania Godoy (Federación para la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas de Paraguay), Julio Cusurichi, Daniel Rodriguez (Federación Nativa del Río Madre De Dios y Afluentes), Jimmy Ivan Chub Leal (Fundación Laguna Lachuá), Onel Masardule (Fundación para la Promoción del Conocimiento Indígena), Chaing Seing Moug (Gram Unnayon Sangathon Rural Socio-Economic Development Organization), Kanyinke Sena (Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee), Dalee Sambo Dorrough, John Cheechoo (Inuit Circumpolar Council), Kevin Chang (Kua'aina Ulu 'Auamo). Ce document a été coordonné et préparé par Anita Tzec, avec les contributions et le soutien de Jamie Wen-Besson (GPGR-UICN).

Impact de la COVID-19 sur les peuples autochtones

À ce jour, toutes les terres et territoires où des OPA Membres de l'UICN sont présentes ont signalé des cas de COVID-19. Les contaminations ont été attribuées à des personnes sortant des communautés pour travailler dans les centres urbains, ainsi qu'à des migrants internes et externes. Cependant, les rapports nationaux et mondiaux ne contiennent pas de données spécifiques concernant les peuples autochtones, compliquant l'élaboration de plans et de stratégies de soins d'urgence, à moyen et à long terme pour répondre aux besoins de ceux-ci.

Dans toutes les régions, les OPA signalent qu'elles sont confrontées à des risques sanitaires accrus, à l'insécurité alimentaire, à la perte d'emploi et de moyens de subsistance, ainsi qu'à un regain de violences contre les femmes autochtones. Certains leaders de régions forestières, telles que l'Amazonie et certaines parties de l'Asie, ont également rapporté des problèmes sociaux tels qu'une augmentation des violations des droits humains et des menaces liées aux incendies forestiers, à l'exploitation minière, à l'exploitation forestière excessive, à l'accaparement de terres et aux agressions contre les défenseurs autochtones de l'environnement. Toutes les régions ont identifié trois problèmes et aspects transversaux principaux affectant directement leur vie du fait de la pandémie de COVID-19 : les menaces sanitaires, la sécurité alimentaire et les problèmes économiques. Toutes ces questions sont étroitement liées à l'environnement des terres et territoires autochtones.

Menaces pour la santé et le bien-être

Les OPA signalent que les systèmes de santé dans leurs localités sont souvent faibles et que les pays ne disposent pas d'un bon système de soins pour les patients autochtones. Dans la plupart des cas, il n'existe pas d'assistance et / ou de transport d'urgence pour transférer les patients autochtones vers les centres de soins, et lorsque des postes ou centres de santé existent, ils ne disposent pas de matériel de premiers soins, d'équipement ou de médicaments de base adéquats pour soigner les personnes présentant des symptômes de COVID-19. De même, dans de nombreuses régions, il n'existe pratiquement aucun test permettant de détecter si les peuples autochtones sont infectés ou s'ils présentent d'autres problèmes de santé. La plupart des pays ne disposent pas d'un système de santé adapté à la culture, ne dispensent pas de soins dans les langues autochtones, n'autorisent pas l'utilisation de la médecine autochtone de façon intégrée au système public, ne permettent pas le développement et l'intégration de la spiritualité autochtone dans le processus de guérison ni l'utilisation de leur alimentation et de leurs vêtements traditionnels dans les hôpitaux, et n'impliquent pas les organisations traditionnelles et autorités autochtones dans la coordination des soins de santé dans les communautés.

Systèmes de santé sous pression : le cas du Nunangat Inuit

Selon une publication de juin 2020 d'Inuit Tapiriit Kanatami (ITK) intitulée [The Potential Impacts of COVID-19 on Inuit Nunangat](#) (Impacts potentiels de la COVID-19 dans le Nunangat Inuit), « les systèmes de santé du Nunangat Inuit ont déjà une capacité limitée et sont plus fragiles que ceux d'autres juridictions canadiennes. Les Inuits vivant à dans le Nunangat Inuit n'ont qu'un accès limité aux médecins et aux soins de santé en comparaison avec les autres Canadiens. Il n'existe que deux hôpitaux dans le Nunangat Inuit, situés à Iqaluit et à Inuvik. Ces deux hôpitaux ont une capacité combinée de soins intensifs de 86 patients et ne sont pas équipés pour fournir des soins hospitaliers de longue durée. Toutes les autres communautés sont desservies par des centres de santé qui ne sont pas équipés pour fournir des soins aux patients hospitalisés. Les Inuits n'ont également qu'un accès limité aux médecins. Par exemple, 82% des Inuits n'ont pas de médecin de famille dans le Nunangat Inuit ».



Photo : Brian Adams / ICC

Réponses des OPA aux défis de santé

Les organisations autochtones du monde entier ont réagi rapidement pour prévenir la propagation de la COVID-19. Une réponse commune a consisté en un recours accru à la **médecine autochtone**, en particulier en mettant l'accent sur le renforcement du système immunitaire grâce à des médicaments issus des forêts et des jardins familiaux, ainsi qu'en une **vigilance accrue des personnes vulnérables**, dont la sécurité était menacée par la pandémie :

- Des médicaments traditionnels sont collectés afin d'assurer leur disponibilité dans les communautés. La [Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica \(COICA – Coordination des organisations autochtones du bassin amazonien\)](#) note que de nombreux guérisseurs autochtones utilisent la médecine traditionnelle dans la région amazonienne.
- La protection des aînés de la communauté est fondamentale pour les peuples autochtones, car protéger les aînés, c'est protéger les détenteurs du savoir autochtone. Les mesures de protection des aînés sont actuellement renforcées dans les communautés mayas de Mésoamérique.
- À l'échelle mondiale, la pandémie a entraîné une augmentation des taux de violence à l'égard des femmes. Au Guatemala, un numéro d'urgence a été établi pour permettre le signalement des violences à l'égard des femmes et des filles pendant la crise de la COVID-19. De même, en Asie, le [Network of Indigenous Women in Asia \(NIWA - Réseau des femmes autochtones d'Asie\)](#) et le [Asia Indigenous Peoples Pact \(AIPP - Pacte des peuples autochtones d'Asie\)](#) ont appelé les États et les acteurs non étatiques à collaborer à la mise en place d'un système de justice rapide pour faire face à la violence basée sur le genre.

Les **restrictions de déplacements, la quarantaine volontaire, la distanciation sociale et l'isolement volontaire** figurent également parmi les mesures générales mises en place par les OPA dans le but de protéger leurs communautés. Les mesures pertinentes incluent la fermeture de l'accès à leurs terres et territoires, la supervision des entrées et sorties des membres de la communauté, et le suivi des cas et l'adoption de mesures sanitaires tenant compte de leur culture et de leur mode de vie :

- Dans le cas du Nunangat Inuit, le [Inuit Circumpolar Council \(ICC - Conseil circumpolaire Inuit\)](#) a indiqué que des restrictions de tous les déplacements non essentiels entre les centres du Sud et les communautés arctiques du Canada étaient en place depuis mars 2020.
- Les leaders territoriaux de certains pays d'Amérique latine, en particulier dans la région amazonienne, utilisent des connaissances et pratiques autochtones, telles que l'isolement collectif volontaire, pour limiter l'accès à leurs territoires et prévenir la propagation de la COVID-19.
- Dans la région amazonienne, des comités COVID-19 dirigés par des leaders autochtones ont été créés dans le but de prendre des décisions liées au confinement, et notamment limiter l'entrée d'étrangers.
- Dans le territoire Guna, au Panama, des zones spécifiques de la communauté ont été désignées pour les quarantaines volontaires, en particulier pour les membres de la communauté revenant des zones urbaines où ils résidaient.
- Dans les terres et territoires autochtones d'Asie, y compris au Myanmar, dans le nord-est de l'Inde (Manipur et Nagaland) et le centre des Philippines, ainsi que dans les territoires mayas de Mésoamérique, des points de contrôle 24 heures sur 24 ont été installés à l'entrée et à la sortie des communautés.
- Des réseaux d'informateurs communautaires ont été mis en place dans certaines régions afin de réaliser un suivi des symptômes parmi

Photo : Shutterstock

NOTE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LA CONSERVATION

les membres de la communauté et assurer la liaison avec les services extérieurs. Au Pérou, la [Federación nativa del Río Madre de Dios y Afluentes \(FENAMAD - Fédération autochtone de la rivière Madre de Dios et de ses affluents\)](#) a mis en place un système de veille épidémiologique en coordination avec les communautés, générant des alertes au niveau local lors de cas suspects, qui sont signalés aux autorités sanitaires afin de réaliser une évaluation appropriée et, le cas échéant, d'intervenir.

- Dans la région amazonienne, la COICA a appelé à des mesures de protection spécifiques, telles que la définition de cordons sanitaires, pour les populations hautement vulnérables en situation d'isolement et de premier contact.
- En Mésomérique, les rues et entrées des villages sont désinfectées.

Défis aux modes de vie communautaires et nomades

En Afrique, le [Indigenous Peoples of Africa Coordinating Committee \(IPACC - Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique\)](#) note que de nombreux peuples autochtones de cette région ne peuvent pas appliquer de méthodes de confinement en raison de leur mode de vie nomade et communautaire.

La **diffusion de messages clés** écrits, dans les médias et par radio, dans les langues autochtones, s'est avérée importante :

- Au Guatemala, les [associations Ak'Tenamit \(AAT\)](#) et [Sot'zil \(Sot'zil\)](#) ont traduit les messages de prévention de la COVID-19 dans diverses langues autochtones, produit du matériel de santé publique et des spots radiophoniques adaptés à la culture, et les ont diffusés par le biais des réseaux sociaux et des programmes de radio communautaire.
- Des communautés d'Asie et d'Amérique latine ont mobilisé leurs jeunes autochtones en tant qu'« Agents de prévention », chargés de préparer des messages et de courtes vidéos montrant aux membres de la communauté comment fabriquer des masques de protection à partir de matériaux ménagers (vieux vêtements) et des stations de lavage des mains à partir de matériaux recyclés, ainsi que les techniques correctes de lavage des mains.
- Au Paraguay, la [Federación por la Autodeterminación de los Pueblos Indígenas \(FAPI - Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones\)](#) a élaboré, en coordination avec les communicateurs autochtones de ses associations membres, du matériel de communication en langues autochtones, des spots radio et audiovisuels, ainsi que des affiches d'information sur la prévention des infections de COVID-19 et les stratégies de désinfection traditionnelles à base de cendres pour se laver les mains et laver les couverts lorsque le savon n'est pas disponible. Actuellement, avec les institutions publiques et la coopération internationale, elle promeut la campagne [#EntreComunidadesNosCuidamos](#).



Photo : IPACC



Photo : SOTZIL

Défis à la souveraineté et à la sécurité alimentaires

Avec des fermetures de frontières toujours en vigueur dans de nombreux pays, et sans plan clair concernant leur réouverture, les peuples autochtones déjà confrontés à l'insécurité alimentaire en raison des impacts des changements climatiques et des pressions continues sur les terres et territoires traditionnels, sont aujourd'hui également confrontés à des défis immédiats en termes d'accès à la nourriture. Les restrictions et confinements empêchent de nombreuses communautés de mener à bien leurs cycles agricoles, leur collecte de nourriture et leur collecte et culture de plantes médicinales. En outre, la sécurité alimentaire des communautés est compromise par les restrictions affectant la production nationale et l'entrée de produits de base dans les communautés. Ces changements ont des répercussions négatives sur de nombreux peuples autochtones travaillant à des métiers traditionnels, dans des économies de subsistance ou dans le secteur informel. La situation des femmes autochtones, souvent les principales fournisseuses de nourriture et de nutrition pour leurs familles, est encore plus grave.

Impacts de la COVID-19 sur les systèmes alimentaires

On observe un impact considérable sur l'agriculture, la pêche, le tourisme, l'artisanat, et donc, sur la souveraineté alimentaire autochtones en raison de la mise en place de mesures obligatoires d'isolement social. Des problèmes de pénurie de vivres ont été signalés en raison de la fermeture des routes d'accès aux communautés. Le fait que les produits de base cultivés par les communautés ne puissent pas être vendus constitue un impact supplémentaire sur l'agriculture. En outre, la migration des populations autochtones revenant des zones urbaines vers leurs communautés crée une pression sur les ressources alimentaires disponibles dans les territoires. Cette pression sur les systèmes alimentaires locaux a été signalée par le peuple Guna du Panama, dont 50% de la population vit à Panama City et, en raison de la pandémie, une grande partie est retournée sur le territoire Guna.

À Hawaï (États-Unis), la pandémie a également mis en évidence les vulnérabilités des systèmes alimentaires de l'État insulaire. Bien que les peuples autochtones Hawaïens soient également préoccupés par la probabilité d'impacts disproportionnés sur leurs communautés, la situation a également permis d'attirer davantage l'attention sur la valeur et les contributions de l'agriculture et de l'aquaculture locales et autochtones.

Au Bangladesh, les villages des Chittagong Hill Tracts sont confrontés à une crise alimentaire majeure. De nombreuses familles des communautés Mro, Khumi, Chak, Tripura et Marma de villages reculés sont en proie à une grave crise alimentaire depuis que les mesures de confinement les empêchent de se déplacer pour produire leur nourriture.

Réponses des OPA en matière de sécurité alimentaire

Les premières réponses des peuples autochtones et de leurs organisations ont principalement porté sur le **renforcement des systèmes traditionnels** de production de plantes agricoles et médicinales. En outre, les systèmes traditionnels d'échange et de réciprocité (collecte et partage de maïs, de haricots et autres céréales et produits afin de garantir un accès aux aliments pour tous) constituent également une pratique courante renforcée pendant la pandémie.

- Les Mayas de Mésocamérique pratiquent leur ancien système de troc « vuelta de mano » pour recueillir des aliments traditionnels et organiser des échanges entre communautés afin d'assurer la sécurité alimentaire en temps de crise.
- Dans le territoire Guna du Panama, comme dans de nombreux autres pays d'Amérique du Sud où les communautés partagent la nourriture entre elles, le troc a également pris de l'importance.
- En Amérique latine et en Afrique, les OPA signalent que leurs territoires ont organisé des heures de marché et que la consommation accrue de produits et articles fabriqués dans les communautés a été encouragée.
- Au Myanmar, les peuples autochtones Karen, du Parc de la paix de Salween, ont fait preuve d'une gouvernance autochtone et d'une souveraineté alimentaire solides face à la pandémie de COVID-19, notamment en mettant en pratique leurs connaissances traditionnelles sur divers systèmes agricoles autochtones intégrant des aspects de conservation de la biodiversité.
- Au Guatemala, l'[Asociación de Desarrollo Productivo y de Servicios \(TIKONEL - Association pour le développement productif et les services\)](#), AAT et Sot'zil mobilisent des ressources afin de développer des activités productives locales, telles que la pisciculture et la plantation de semences locales et biologiques, afin de promouvoir un cycle de cultures alimentaires court qui améliorera la disponibilité alimentaire et la santé des familles autochtones pendant la pandémie.
- La FENAMAD, au Pérou, promeut depuis mars de cette année des stratégies visant à assurer la sécurité alimentaire dans les communautés grâce à la revitalisation de pratiques et connaissances traditionnelles en matière de gestion agricole et forestière.
- Au Paraguay, face à l'urgence alimentaire et sanitaire provoquée par la pandémie, la FAPI organise des dons de kits alimentaires à plus de 500 familles autochtones en situation critique.

Difficultés économiques

Les économies des populations autochtones ont été gravement affectées par les mesures restrictives prises par les gouvernements et les communautés pour faire face à la pandémie, les activités agricoles, artisanales, touristiques, de pêche et de services auxquelles celles-ci participent ayant été réduites. Sans ces activités commerciales, les revenus économiques sont très limités. En général, de nombreuses communautés se consacrent à la culture de produits traditionnels, et achètent d'autres produits nécessaires mais non locaux grâce aux revenus qu'elles tirent de la vente de ce qu'elles produisent. La commercialisation des produits agricoles étant limitée par la fermeture des routes d'accès, les conditions de pauvreté s'aggravent rapidement.

Le chômage a également augmenté, car les centres de travail sont fermés et les transports publics paralysés dans différentes communautés, rendant la mobilité difficile. Les confinements et la fermeture des entreprises ont également provoqué une forte diminution des envois de fonds de membres de la famille travaillant dans les villes ou à l'échelle internationale, aggravant ainsi les difficultés économiques des communautés autochtones. Les ressources naturelles et culturelles qui sous-tendent les économies autochtones subissent également un impact négatif en raison des menaces persistantes liées aux incendies de forêt, à l'extraction des ressources forestières et marines et à l'avancée des plantations et des monocultures, ainsi qu'aux nouvelles contraintes imposées par le suivi communautaire en raison de la pandémie.

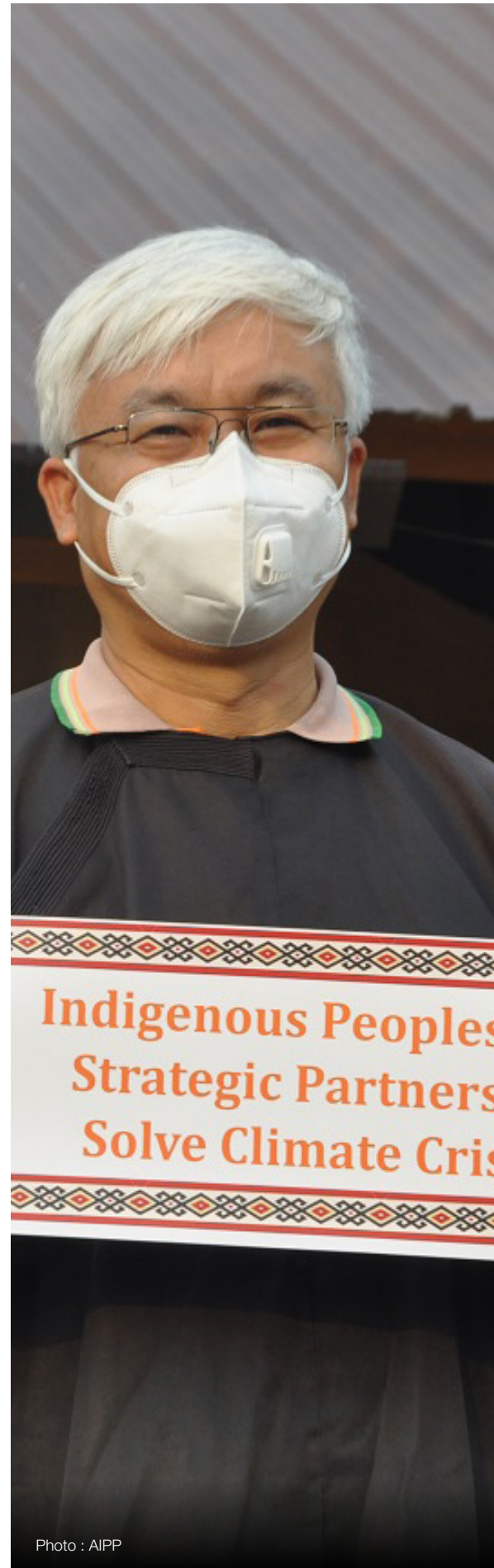


Photo : AIPP

NOTE SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES ET LA CONSERVATION



Photo : FPCI

Les difficultés économiques liées à la pandémie sont aggravées par les lacunes persistantes en matière d'infrastructures de base et d'investissements dans les communautés autochtones. Les OPA soulignent qu'il est urgent de combler les lacunes en matière d'infrastructures auxquelles elles sont confrontées depuis des décennies. Par exemple, l'ICC souligne qu'il est urgent d'améliorer la piètre situation à laquelle toutes les régions Inuits sont confrontées en matière d'infrastructures, y compris dans les pays développés, grâce à d'importants nouveaux investissements dans les communautés. La priorité devra être accordée aux investissements dans les infrastructures de base qui sous-tendent le développement économique et le bien-être humain, tels que le logement, l'eau, les égouts et les connexions à haut débit. Des revendications similaires sont reprises par d'autres peuples autochtones à travers le monde, exprimant le besoin urgent de considérer les questions d'équité sociale et économique comme critiques pour la survie des peuples autochtones à cette pandémie.

Failles des systèmes économiques et d'infrastructures : réflexions en Amérique du Nord

La COVID-19 a conduit à des réflexions sur les systèmes inéquitables et insoutenables sur lesquels de nombreuses sociétés sont construites. Pour de nombreux peuples autochtones, ces problèmes fondamentaux sont devenus des menaces pour leur bien-être et leur économie. Comme le souligne la Dr Dalee Sambo Dorough, présidente de l'ICC, « les problèmes que nous nous efforçons de surmonter depuis des décennies, tels que des logements surpeuplés, le manque de systèmes d'eaux usées et d'eau potable appropriés, des taux élevés de tuberculose et une mauvaise connectivité à haut débit, se font plus évidents lors d'une pandémie et augmentent les risques de propagation de la maladie ». À Hawaï'i, la pandémie a forcé l'État insulaire à réévaluer les impacts du tourisme de masse et le type de tourisme qu'il peut ou souhaite accueillir à l'avenir. Près de 25% de la population hawaïenne est actuellement sans emploi. Cela a favorisé des discussions autour d'une résilience accrue et d'opportunités économiques produisant et retenant des revenus locaux et créant des salaires viables pour l'économie insulaire.

Réponses des OPA pour renforcer la résilience économique

- À Hawaï'i, les communautés autochtones touchées par le tourisme de masse font une pause, **observent et surveillent la récupération de leurs ressources** dans l'espoir de pouvoir établir une nouvelle base de référence.
- En Alaska, l'ICC étudie la façon de mettre en avant les leçons tirées de cette pandémie pour garantir l'adéquation future des infrastructures et identifier les stratégies et priorités pour **combler pleinement les lacunes existantes** et mettre fin aux disparités aggravées par la pandémie.
- Partout dans le monde, les peuples autochtones **renforcent leurs systèmes de gouvernance traditionnels** afin de gérer l'accès aux ressources naturelles et construire des systèmes économiques plus résilients.

Aujourd'hui plus que jamais, les droits des peuples autochtones à l'autodétermination sont fondamentaux, en tant que gestionnaires directs de la crise et de ses impacts dans leurs communautés.



Photo : Waimanalo Limu Hui

Propositions des OPA Membres de l'UICN concernant le renforcement de la résilience des peuples autochtones face à la pandémie

Les expériences citées dans ce document mettent en évidence la façon dont les communautés autochtones se positionnent et se donnent les moyens d'être une source de solutions pour renforcer leur résilience face à cette crise. Actuellement, les communautés autochtones travaillent dur pour créer des solutions autogérées et ciblées aux impacts, ainsi que des actions post-COVID-19.

Les OPA Membres de l'UICN, ainsi que leurs organisations nationales et régionales, sont parvenues à un consensus et présentent les propositions suivantes, de différentes régions, comme alternatives pour résoudre la crise et reconnaître leurs droits et leur participation. Leurs propositions, qui se concentrent sur le renforcement des systèmes d'information sur la santé et l'accès aux matériaux et services nécessaires, la promotion de la relance économique communautaire et la résilience environnementale, sont les suivantes :

Flux d'informations sur la COVID-19 et soutien aux peuples autochtones :

- Sensibiliser les peuples autochtones aux dangers de la COVID-19 et les conseiller sur les mécanismes de sécurité qu'ils peuvent adopter
- Adopter des approches proactives et appropriées pour protéger les peuples autochtones de la COVID-19 et assurer leur accès aux services de santé nécessaires
- Fournir une assistance spéciale et un soutien pratique immédiats, tels que la provision de nourriture, d'eau potable et autres besoins de santé de base, aux communautés autochtones
- Fournir du matériel de biosécurité (masques, savon, gel hydroalcoolique, thermomètres, etc.) aux leaders, gardes de sécurité, ambassadeurs de la santé, enseignants et communicateurs autochtones, afin qu'ils puissent continuer de réaliser leur travail communautaire avec la protection adéquate
- Renforcer l'accès au téléphone et à internet pour les systèmes d'alerte précoce, la télémédecine, l'éducation en ligne et la communication pour différents groupes autochtones ne disposant que de systèmes de communication limités en raison des restrictions de mobilité liées à la pandémie

Relance économique communautaire :

- Renforcer la sécurité alimentaire pendant la pandémie en revitalisant les connaissances et pratiques traditionnelles de production alimentaire précoce
- Promouvoir la commercialisation des produits autochtones traditionnels en tirant parti du marketing en ligne comme principal moyen de vente à l'heure actuelle
- Créer des chaînes de valeur agricoles, aquacoles et artisanales autochtones visant à garantir que les artisans et agriculteurs autochtones soient toujours en mesure de commercialiser leurs produits pendant la pandémie
- Promouvoir et encourager les entreprises de services à accompagner et à soutenir les peuples autochtones dans un effort pour stimuler l'économie autochtone
- Générer des programmes d'investissement par le biais de coopératives et entreprises autochtones, qui favoriseront l'investissement des particuliers, des familles et des communautés autochtones
- Créer les conditions de la mobilité et de la logistique de production pour l'accès aux marchés
- Renforcer les initiatives de tourisme et de gastronomie communautaires autochtones comme moyens de subsistance alternatifs
- À plus long terme, renforcer les initiatives touristiques communautaires axées sur le marché intérieur ou national du tourisme

Ressources naturelles, biodiversité et changements climatiques :

- Mettre en œuvre des campagnes éducatives visant à protéger l'environnement contre les pressions accrues dues à la pandémie de COVID-19
- Promouvoir la conservation des sources d'eau et leur importance dans la lutte contre la COVID-19
- Accroître la sensibilisation à la nécessité de conserver la nature pour la santé globale de l'environnement pendant cette crise
- Renforcer les régimes fonciers autochtones traditionnels pour la gouvernance des terres et des ressources
- Adopter ou renforcer des lois habilitant la gouvernance et la gestion par les communautés autochtones
- Accroître les investissements directs dans des initiatives de conservation, de reboisement et d'agroforesterie menées par les peuples autochtones sur des terres communales
- Faciliter la participation des communautés autochtones aux mesures incitatives en matière de foresterie et de carbone
- Promouvoir la création et la reconnaissance de catégories d'aires protégées autochtones
- Pour les communautés autochtones touchées par le tourisme de masse, profiter de cette situation pour réaliser un suivi et établir de nouvelles bases environnementales

Vous voulez en savoir plus ? Accédez [ICI](#) à une liste de lecture sélectionnée d'autres suggestions de ressources.
Contact : Anita Tzec, Anita.Tzec@iucn.org